25 juin 1985 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville de Sète (Hérault), mardi 25 juin 1985, sur l'application de la décentralisation et le bilan de la politique économique du gouvernement.

Je vous remercie monsieur le maire pour cet ouvrage qui, en effet, trouve toute une part de son inspiration à Sète et dans l'amour de la ville et du pays où nous sommes. Vous avez exposé un certain nombre d'idées, émis quelques observations critiques. Il me sera difficile de m'engager dans un dialogue me permettant d'approfondir chacun des sujets traités ou bien, ce qui ne serait pas désagréable pour moi, je devrais m'installer pour le reste de la matinée. La réalité d'aujourd'hui interprétée par vous monsieur le maire, vous en avez bien le droit, vous ne serez pas surpris si je vous dis que telle n'est pas ma compréhension des choses.
- La décentralisation a été combattue par l'opposition avec vigueur. Elle n'en voulait pas. Depuis qu'elle a été faite malgré elle, elle en demande plus. Cela démontre au moins que la mesure était bonne et qu'il était dommage de la retarder. Que demander de plus ? Un -cadre juridique ? Je n'ai pas très bien compris ce que cela voulait dire bien que je sois moi-même un juriste. Les transferts qui ont été réalisés de l'Etat aux collectivités locales ? Mais il est vrai que vous êtes maire de la commune et que la décentralisation a surtout visé la relation de l'Etat et des collectivités régionales et départementales et qu'il reste souvent pour les communes des problèmes à régler dans les relations avec la région et le département touchant ce que l'on appelle la dotation globale d'équipement.
- Certaines communes se sont trouvées en difficulté en raison de la répartition sur l'ensemble d'un département de ce que l'on appelait des subventions qui aujourd'hui, étant réparties sur toutes les communes, ont pu provoquer chez certaines une certaine perte de revenu. Mais dans le -cadre de la loi, tous les transferts de l'Etat, c'est-à-dire toutes les sommes que l'Etat attribuait aux collectivités locales, tout cela a été intégralement transféré £ je vous l'ai dit hier soir, vous n'étiez peut-être pas là pour l'entendre et en tous cas je vois que vous vous êtes fait communiquer très fidèlement ce que j'ai dit. Cependant, vous n'avez pas entendu tous mes arguments.
- Il existe une commission nationale qui chaque année émet un verdict : est-ce que l'Etat a été honnête, est-ce qu'il a bien transféré tout ? Cela ne veut pas dire grand chose de transférer des compétences si on ne les finance pas. Cette commission nationale émet chaque année un avis qu'elle publie disant : "au centime près, l'Etat remplit ses obligations". Cette commission est composée d'une majorité d'élus, d'élus du peuple et la majorité de ces élus du peuple sont d'opposition. Ils ont été d'une grande rigueur intellectuelle en admettant avec leur signature que la décentralisation s'était faite avec une scrupuleuse honnêteté. Donc l'Etat, la région, le département, chacun a son dû.\
Est-ce que maintenant l'Etat se fait quémandeur ? Je voudrais bien savoir exactement de quoi il retourne et ce serait peut-être l'un des bénéfices que je tirerai de mon étape à Sète que de savoir exactement de quoi vous me parlez. Si en effet il s'agit de responsabilités d'Etat, il n'a rien à vous demander et il a tort. S'il s'agit d'initiatives demandées à l'Etat par la commune, d'initiatives nouvelles qui n'auraient pas été prévues dans son budget ou dans le plan, alors il est

très facile à l'Etat, s'il ne veut pas contribuer à l'opération que je ne connais pas, de se retirer ou de ne pas faire ce qu'il a à faire puisque cela sortirait du budget prévu et de ses engagements. Donc il sera très facile de s'entendre. On peut d'ailleurs très bien s'entendre, ce qui n'est pas mon souhait en ne faisant rien.
- Seulement, voilà, si l'on veut engager des constructions nouvelles, il faut peut-être un accord entre tous. Je viens, comme vous le savez, de la commune voisine, disons que c'est dans l'ensemble de Sète. J'ai vu de quelle façon les pêcheurs mais aussi d'autres, les Chambres de commerce, d'industrie, les élus, les communes, le département de l'Hérault, la région Languedoc-Roussillon, l'Etat, l'Europe avaient ensemble participé pour créer cette institution, cet organisme tout à fait remarquable qui doit apporter un mieux être sans aucun doute, d'abord aux pêcheurs mais aussi au négoce, enfin à la ville-support qui est Sète. C'était au total toute une série d'adjonctions apportées par les uns, par les autres et si quelqu'un avait dit : "moi je ne donne rien, tout cela ne me regarde pas", cela aurait paru étrange. L'Etat apportait 5 millions, l'Europe a apporté davantage, la région enfin... je ne vais pas faire le compte, c'est de cet effort solidaire qu'est issue cette réalisation parfaitement exceptionnelle en France et qui se situe je crois dans un bon rang dans le monde. Voilà un bon exemple, donc.\
Je ne vais pas défendre la décentralisation après coup, c'est fait. Convient-il de la parfaire ? Oui, je le pense. Vous avez mis en cause "mes" fonctionnaires, mais ce sont les vôtres aussi ! Ce ne sont pas mes fonctionnaires, je n'ai pas la propriété de la fonction publique ! Vous direz, "ils doivent vous obéir". S'ils m'obéissent, ce qui leur arrive généralement, alors cela devrait aller dans le sens de plus grandes libertés décentralisées au bénéfice des responsables locaux. Sont-ils tracassiers ? Sans doute. Vous savez le dirigisme français il remonte à Colbert je crois, et il n'a pas cessé depuis lors. L'administration, les règlements administratifs ont tous été édictés avant, enfin avant la date fameuse, la date "fâcheuse" du mois de mai 1981. De ce point de vue là, nous n'avons rien ajouté. L'on continue d'ailleurs d'être obligé de conduire à droite £ l'on continue quant il y a un sens unique d'essayer de ne pas passer dans l'autre sens. L'on continue de réglementer l'implantation des terrasses des cafés, tout cela c'était avant. De même que l'on continue de ne pas autoriser automatiquement les licenciements sans que l'Inspection du travail intervienne. Et cela c'était une mesure précédente. De même que ... la liste serait longue ! Le dirigisme a la vie dure. C'est contre ce dirigisme que je m'élève. Nous n'avons pas du tout, sur ce terrain là, le même langage. Bien entendu monsieur le maire, sur le terrain patriotique nous nous retrouverions aisément. En tous cas, si les langages se rejoignent, ce n'est pas du tout la même pensée. Vous vous êtes trompé £ vous n'êtes pas le représentant de la propriété privée, pas plus que moi je ne suis propriétaire de l'Etat.\
J'ai toujours développé l'idée que notre société devait être mixte entre une majorité d'initiatives privées et une part importante de l'Etat. C'est pourquoi j'ai nationalisé - et je me réjouis de l'avoir fait, je serais prêt à recommencer si j'en avais l'occasion - un certain nombre de secteurs industriels ainsi que le crédit.
- Monsieur le maire, peut-être ne le savez-vous pas ? A l'exception d'une d'entre elles, les sept grandes sociétés nationales en question était en -train de sombrer et donc d'être vendues comme disait l'un de leurs dirigeants très connu £ par appartements acquis naturellement par les Américains, et le capitalisme multinational. Voulez-vous que je vous les cite ? Je peux vous citer : Rhône Poulenc, je peux vous citer Bull, je ne peux vous citer Thomson, c'était la déclivité brutale. Péchiney était menacée. La seule qui s'est trouvée en situation prospère c'était la CGE. Celle qui se trouvait à peu près à flot c'était Saint-Gobain, rien d'autre. Les nationalisations ont été faites, et toutes ces sociétés sont aujourd'hui prospères, plusieurs sont devenues bénéficiaires et les autres commencent à se débarrasser, comme Bull, de la colossale charge financière qu'elles devaient assumer auparavant. Leurs comptes sont justes, il reste à payer la dette antérieure. Voilà une réalité et je me réjouis d'avoir fait cela car cela nous a permis de sauver plusieurs secteurs. Nous avons, de même, sauvé le secteur du textile qui, sans le plan de M. Dreyfus, aurait aujourd'hui disparu. Sur le terrain où vous avez bien voulu vous placer, je réponds ce que je crois être la vérité.\

Alors est-ce que l'Etat intervient-il ? Oui, il intervient trop. Est-ce que pour autant, parce que j'ai vanté l'initiative privée, je pourrais en quoi que ce soit estimer que cette initiative privée purement concurrentielle serait le fin du fin, c'est-à-dire le retour à ce qu'on appelle faussement le libéralisme - car il est en fait extrêmement contraignant - le retour au libéralisme sauvage qui est simplement la domination du fort sur le faible ? Non il ne le faut pas. Hier, en circulant dans le Languedoc-Roussillon, dès que je suis arrivé, je suis allé au marché au cadran de Fournès et j'ai pu voir que pour sauver l'agriculture de la région, les producteurs représentaient 20 % du département du Gard. Ils n'ont pas simplement laissé entre eux la loi du marché. Ils sont sortis de la loi du marché pour s'organiser et affronter les lois du marché international et ils ont plutôt bien réussi puisqu'à l'heure actuelle, d'année en année, ils gagnent à l'exportation.
- Alors vous avez dit, "nous sommes pauvres à Sète et la France est pauvre". Non, monsieur le maire, la France n'est pas pauvre ! La France a une richesse mal répartie. La France n'est pas pauvre, elle fait partie des quatre pays les plus avancés du monde ! Mais sa richesse est mal répartie, elle est injustement répartie. Et c'est là tout le sens de nos efforts. D'abord il faut préserver ce potentiel qui existe et nous essayons de le faire. La critique est parfaitement légitime. L'on peut approuver ou ne pas approuver la façon dont nous agissons mais enfin c'est ainsi : la France dispose à l'heure actuelle d'un bon crédit dans le monde et je crois pouvoir dire que si elle n'avait pas une situation sociale aussi altérée par les injustices accumulées à travers des décennies et même beaucoup plus, si certains patronats privés de grande envergure généralement internationale avaient fait leur devoir, nous n'en serions pas là. Exemple : la sidérurgie. La sidérurgie a coûté plus de 100 milliards de francs depuis 30 ans. Mais les sommes auparavant, elles étaient versées aux intérêts privés ! 70 milliards ont été ainsi dissipés, accordés à des gens qui se sont attribués la part bénéficiaire de l'industrie sidérurgique, c'est-à-dire la transformation de l'acier tandis qu'ils ont repassé à l'Etat, gérée par mes prédécesseurs, la charge de la production de l'acier, c'est-à-dire celle qui perdait de l'argent.
- Et puis ils se sont retirés - je ne dirais pas fortune faite, elle l'était depuis le 19ème siècle mais fortune arrondie - tandis que l'Etat, la collectivité nationale se débat avec un appareil parfaitement inadapté aux tâches de production et d'exportation, seule façon de supporter la libre concurrence internationale que je souhaite car je suis alors comme vous l'ennemi du protectionnisme. Je pourrais continuer longtemps. Vous m'avez reçu très aimablement et je vous en remercie. Vous m'avez dit ce que vous souhaitiez dire, après tout moi j'aime bien ça, et comptez sur moi pour en faire autant.\
Si vous avez été surpris, ce n'était pas d'hier soir. Hier soir, vous n'avez pas pu être surpris, vous ne saviez pas. Vous avez été surpris ce matin en lisant les journaux. Lesquels ? Là-dessus je ferai une deuxième réserve. Ce qui est certain, c'est que si vous attendiez que je lance, moi, Président de la République, un nouvel aménagement du Languedoc-Roussillon, je pense que c'eût été contraire à ma conception de ma fonction, même si l'on peut, en effet, faire des progrès.
- La situation dans laquelle se trouve Sète avec ses magasins francs ? Vous savez, moi, je n'invente rien. Je réponds aux questions qu'on me pose. Ces questions m'ont été posées oralement et par écrit. J'en avais la liste. A cette liste, j'ai répondu : oui, non, peut-être. A l'assemblée régionale et à son président, aux élus dont vous êtes, d'apprécier. Mais ce n'est pas moi qui ai dit à la place des élus locaux, "voilà ce que vous devriez faire". Leurs propositions concernaient des magasins francs, non pas simplement à Sète, mais également dans un certain nombre d'autres sites méditerranéens, comme Port La Nouvelle. Voilà, vous devriez faire des magasins francs. Bon, très bien, une zone franche dites-vous ! Ca peut s'examiner, je ne suis pas contre. Il faut voir cela. Ce n'est pas impossible. Vous avez ironisé sur ces magasins francs.\
Permettez-moi de vous dire que ce n'est pas la seule demande qui ait été émise par la région et par le département pour donner à Sète l'expansion qu'elle mérite. Là vous avez résumé d'une façon, vous permettrez de dire tendancieuse, car il a été question de la route et de l'élargissement du canal `canal du midi`. J'ai dit oui à la route, j'ai dit oui au canal.
- Il a été question d'un certain nombre d'investissements dont un seul a valu de ma part, non pas des réserves mais le refus d'un engagement dont je ne peux pas dire aujourd'hui qu'il serait tenu. D'autant qu'il est considérable puisqu'il s'agit du traitement du colza, de toutes les matières qui

D'autant qu'il est considérable puisqu'il s'agit du traitement du colza, de toutes les matières qui permettraient comme vous le savez de se passer des arrivages du soja ou des tourteaux venus d'Amérique. Tandis que là, avec ce que nous sommes en mesure de produire nous-mêmes, le tournesol par exemple, retraité ici, cela peut être une richesse considérable pour la région. J'ai eu beaucoup de sympathie pour cette demande. Et si cela venait à Sète, monsieur le maire, ne croyez pas que cela me gênerait en quoi que ce soit. Ce qui m'intéresse c'est que la population en tire avantage et je crois, en effet, que la population de Sète a besoin d'être aidée. C'est indéniable.\

Je dis "la France n'est pas pauvre, la richesse est injustement répartie", et je ne crois pas que les personnes ou que les organisations, qui ont été remplacées par l'actuelle majorité, soient très occupées par ce problème de la redistribution sociale. Cela se comprend puisque c'est de ce côté que se trouvent ceux qui ramassent l'essentiel du profit.

- Alors, voilà l'ensemble des données sur lesquelles je vous exprime mes opinions comme vous l'avez fait vous-même. Je pourrais continuer mais le temps presse. Mais enfin cela me donne le goût de recommencer. Il n'est pas dit que vous ne me reverrez pas par ici pour dire "c'est dommage, on engage les discussions et on a laissé en -plan quelques-uns des points principaux".

- Si je ne rencontrais que ceux qui soutiennent la politique que je mène, ce serait monotone. Il est très intéressant d'entendre ceux qui s'expriment, ceux qui connaissent leur sujet, qui aiment leur ville. Si une chose apparaît comme évidente c'est que vous aimez cette ville et ce dont vous avez la charge. Accordez-moi le bénéfice de penser que pour la France, notre pays commun, j'éprouve des sentiments du même ordre et que j'essaye de la servir. J'essaye à ma façon de la servir. Je n'ai pas vendu de l'espoir : j'essaye d'en créer les structures.\

Mais croyez-moi, mettez-vous, si j'ose dire, pour un instant à ma place, puisque vous avez bien voulu faire une comparaison flatteuse tout à l'heure pour moi, imaginez en 1981 : 14 % d'inflation annuelle, l'effondrement absolu de tous les moyens du négoce international. Par -rapport à l'Allemagne c'était quelque chose de terrible. Comment voulez-vous vendre vos marchandises même si ces marchandises sont belles, sont bonnes, sont de qualité ? Nous sommes déjà retombés en 3 ans et demi d'exercice budgétaire, nous sommes tombés à un régime de croisière de 6 %. J'espère qu'on va continuer de baisser vers 5 et que l'on devrait après tomber au-dessous de 5. Faites donc cet effort d'abord.

- Mais cet effort, il n'est possible que si vous adoptez une politique, qu'on a appelée de rigueur, c'est-à-dire qu'on ne peut pas être en situation de permettre aux Français d'acheter les produits dont ils ont besoin à l'étranger. Sans quoi, ils mettent par terre le commerce extérieur. Il faut donc que nos industries fabriquent les objets dont les Français ont besoin. Et c'est pourquoi nous faisons un effort considérable du côté de la modernisation de nos entreprises.

- J'en ai fini. Cela finirait par être un peu trop long surtout pour la suite du voyage puisqu'on doit m'attendre encore dans huit étapes d'ici ce soir. Mais chaque fois que j'en ai l'occasion, approfondissons le débat. Ne pas venir comme cela à la sauvette, c'est une bonne chose.

- Je vous remercie donc, monsieur le maire, mesdames et messieurs qui avez eu la patience de nous écouter l'un et l'autre et je vous dis "bonne chance pour Sète " Croyez-moi, vous pouvez compter sur ceux qui gouvernent la France pour considérer que Sète, c'est une ville qui vaut la peine et qu'il y a, de toutes opinions, des Français qui doivent être servis. Vive Sète, Vive la République,

- Vive la France.\